

Que s'est-il passé lors de la 26ème réunion du Conseil de Coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA à Genève, en Suisse, entre le 22 et le 24 juin 2010?

La société civile a joué un rôle crucial, à travers la délégation des ONG et plusieurs observateurs ayant participé à la réunion. Après une discussion qui a suscité plusieurs polémiques concernant les droits humains des populations clés, sujet déjà abordé au cours de la dernière réunion du CCP, les participants ont exprimé leur crainte de voir les points sur l'agenda et les décisions concernées (qui englobent les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les transsexuels, ainsi que la stigmatisation et la discrimination) contestés, et du fait que certains pays cherchent à limiter le champ d'action de l'ONUSIDA à ce niveau.

La présence de la société civile lors de cette réunion a permis à la délégation des ONG d'entreprendre plus de consultations et d'avoir plus de force dans ses négociations, surtout dans la chambre de rédaction (là où la formulation des décisions est discutée et acceptée). Enfin, les décisions essentielles ont été adoptées, notamment celle liée au point de l'agenda intitulé : « Réduire la transmission du VIH parmi les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les transsexuels ». Cette décision a tenu compte du dernier rapport de l'ONUSIDA sur [*La Réduction de la transmission du VIH parmi les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les transsexuels*](#), et « appelle l'ONUSIDA et tous ses partenaires à intensifier leurs efforts afin de répondre aux besoins sanitaires des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes dans le cadre du VIH et d'assurer la non-discrimination », et d'augmenter leur « participation directe aux politiques et programmes de VIH au niveau national, régional, et international ». A la fin de la réunion, l'Iran s'est dissociée de cette décision.

MERCI pour les observateurs de la société civile qui étaient présents!

Session conceptuelle: Relier dans la pratique les services de santé sexuelle et reproductive aux interventions en matière de VIH

Cette session conceptuelle de la réunion du CCP s'est concentrée sur le lien, dans la pratique, entre les services de santé sexuelle et reproductive et les interventions de VIH, et a été divisée en 4 réunions en petits groupes: Capacitation des jeunes à travers une éducation sexuelle complète ; Modèles, magie, et sens ; Santé sexuelle et reproductive et Services de VIH intégrés ; Financer les opportunités pour l'intégration des soins de santé sexuelle et reproductive et des services de VIH, et Violence sexiste et VIH. La séance d'ouverture a été inaugurée par l'intervention de Lydia Mungherera, déléguée des ONG Africaines, suivie par les interventions de Ricky Swuan Pyae Phyo, travailleur de sexe et organisateur communautaire à Myanmar, et de Luisa Cabal, Directrice du Centre des Droits Reproductifs de New York. Les réunions en petits groupes ont été conçues de façon à être interactives et à permettre une participation plus vaste et des discussions plus détaillées. Chaque réunion a regroupé des intervenants de la société civile et un rapporteur de la part des ONG. Un panel de discussion avec les rapporteurs de chaque réunion en petits groupes a été organisé en fin de journée pour rassembler les décisions finales. Plus d'informations concernant les décisions finales, y compris les rapports des réunions individuelles en petits groupes et les décisions finales, seront disponibles prochainement sur le site de la délégation des ONG : www.pcbngo.org.

Dans le but d'encourager les résultats concrets à travers des décisions de la part du conseil d'administration, la délégation des ONG a réclamé que la santé sexuelle et reproductive soit un point sur l'agenda de la prochaine réunion du CCP, et cette demande a été acceptée.

Prochaines sessions conceptuelles:

- 27^{ème} réunion (décembre 2010): « Sécurité alimentaire et nutritionnelle et VIH: Comment garantir que la sécurité alimentaire et nutritionnelle fait partie intégrante des programmes de VIH ».
- 28^{ème} réunion (juin 2011): Pas de sessions conceptuelles pour permettre une plus grande concentration sur le budget et le cadre de responsabilisation.
- 29^{ème} réunion (décembre 2011): « VIH et capacitation des environnements légaux ».

Rapport du Directeur Exécutif

Le rapport de cette année présenté au conseil a mis l'accent sur les réussites mais aussi sur les défis en matière d'accès universel à la prévention, le traitement, les soins et le soutien, et a appelé à renouveler les engagements tels que mentionnés dans les déclarations politiques afin de réaliser l'accès universel pour tous, avec l'extension du dernier délai jusqu'en 2015 et l'organisation d'une réunion de haut niveau en 2011. En décembre dernier, lors de la 25^{ème} réunion du CCP, Michel Sidibé a appelé à "La Révolution de la Prévention", un sujet que la Deuxième Evaluation Indépendante de l'ONUSIDA a jugé faible. Le Directeur Exécutif a noté que « la révolution sera menée par les communautés et pour les communautés », dans son allocution à l'occasion de la 26^{ème} réunion du CCP dans laquelle il a décrit ce processus qui englobe la formation d'une Commission de Prévention de haut niveau de l'ONU, formée de leaders de la scène politique, du monde des affaires, et des associations caritatives, ainsi que d'un Comité de Conseil Scientifique. Michel Sidibé s'est concentré sur le renouvellement de l'engagement en faveur de l'accès universel au traitement et a abordé le traitement en tant qu'outil de prévention selon le nouveau concept de l'ONUSIDA « Traitement 2.0 ». La Commission de haut niveau qui résulte de la Révolution de la Prévention et du Traitement 2.0 sera lancée par l'ONUSIDA à l'occasion de la Conférence Internationale de l'ONUSIDA à Vienne. Durant le CCP, Sidibé a de même lancé la commission de haut niveau pour le VIH et la Loi, qui sera coordonnée par le PNUD et qui opérera en coopération avec la Campagne Mondiale pour le Sida tout au long de 18 mois.

Rapport des ONG sur la discrimination et la stigmatisation

Le rapport annuel des ONG pour cette année s'est penché sur la stigmatisation et la discrimination (l'obstacle majeur face à l'accès universel identifié dans le rapport de 2009) et a été présenté dans le cadre d'un point spécial de l'agenda intitulé "Garantir la non-discrimination dans les ripostes au VIH". Le rapport a été présenté par la déléguée des ONG Africaines Lydia Mungherera et a été suivi par les informations présentées par le Secrétariat de l'ONUSIDA sur les activités liées à la non-discrimination, la réponse de la société civile présentée par Kenly Sikwese (du Réseau de la Zambie pour les personnes vivant avec le VIH et intégrateur de l'index de stigmatisation des personnes vivant avec le VIH), et l'intervention du Ministre de la Santé du Salvador qui a présenté les dernières activités exécutées dans son pays.

Le conseil a réaffirmé son engagement aux déclarations politiques de 2001 et 2006, et a soutenu la décision d'organiser une révision complète en 2011 qui se concentre sur la discrimination et la stigmatisation. D'autres décisions ont porté sur l'évaluation et l'expansion des programmes de stigmatisation et de discrimination, l'entraînement des fournisseurs de soins de santé, notamment au niveau de la sexualité et des besoins spécifiques aux populations clés. Le conseil a réitéré la nécessité de

développer les outils d'évaluation et de renforcer l'intégration des personnes vivant avec le VIH et des populations clés dans le développement et l'utilisation de ces outils. Le conseil a de même soutenu l'amélioration des indicateurs internationaux et nationaux pour mesurer le progrès, notamment au niveau des populations clés.

Les décisions qui ont suscité des controverses sont les suivantes: appeler les Etats Membres à annuler les lois punitives, appeler les Etats Membres à augmenter la participation directe des personnes vivant avec le VIH et des populations clés à la préparation de programmes et à la collecte d'informations. Ce point a été adopté par le conseil sans pour autant mentionner expressément les populations clés, même si la décision originale avait mentionné explicitement les groupes de populations.

Suivi de l'Evaluation de l'ONUSIDA

Le conseil a révisé le [rapport sur le progrès](#) et les recommandations du [groupe de travail](#) sur la gouvernance, à l'issue de la Seconde Evaluation Indépendante. Le conseil a soutenu les recommandations concernant les méthodes de travail des Co sponsors et du Conseil. Une des recommandations note le besoin d'augmenter la participation du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord et d'autres régions sous-représentées. Le sous-comité pour le budget (avec la participation de la société civile) se réunira à nouveau et les sessions conceptuelles seront organisées au cours du troisième jour de la réunion du conseil (sauf lorsque le budget est révisé) afin que le sujet soit mieux suivi lors de la prochaine réunion. Pendant la réunion, la délégation des ONG s'est concentrée sur le suivi de la recommandation faite lors de la Seconde Evaluation Indépendante selon laquelle il faudrait garantir que la nouvelle stratégie de partenariat de l'ONUSIDA avec la société civile soit distincte des autres partenariats, et se concentre sur le plan national.

L 'ONUSIDA a déclaré un nouvel [énoncé de la mission](#) et de la vision

Selon le nouvel énoncé de la vision: "Aucune nouvelle infection de VIH. Aucune discrimination. Aucun cas de décès lié au sida ». La nouvelle délégation des ONG a soutenu cet énoncé de la mission et de la vision, mais a noté que les consultations auraient du être faites dans d'autres langues à part le français et l'anglais, vu que ceci limite la participation de la société civile.

Disparités entre les sexes au niveau de la riposte au sida

Une mise à jour a été présentée au conseil concernant l'application de l'Agenda pour une Action Accélérée au niveau des pays en faveur des femmes, des filles, et de l'Egalité des Sexes et du VIH. La société civile a exprimé ses soucis quant au manque de progrès au niveau de l'application sur le plan national. Le conseil a adopté une décision mettant l'accent sur la nécessité d'inclure, dans la nouvelle mise à jour (afin qu'elle soit un point essentiel sur l'agenda de la 27ème réunion du CCP en décembre 2010), une section consacrée au progrès au niveau des politiques et de la préparation de programmes sur le plan national.

Déclaration du représentant de L'Association du Personnel de l'ONUSIDA

L'association du Personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA a présenté son [rapport](#), dans lequel elle a réclamé le soutien pour les partenaires de même sexe afin d'obtenir les avantages et soins de VIH, ce qui a été soutenu par la délégation des ONG dans ses interventions.

Rappel: Que signifie CCP?

Le Conseil de Coordination du Programme (CCP) est l'organisme dirigeant de l'ONUSIDA. Il est formé de 22 Etats Membres, de 10 Co sponsors de l'ONU qui préparent le programme de l'ONUSIDA, et de la délégation des ONG (qui regroupe un délégué et un alterné pour chacune des 5 régions).

Pour plus d'informations?

Prière de visiter notre site web: www.unaidspcbngo.org